

POUR DIFFUSION LE 27 FÉVRIER
À MIDI, HEURE NORMALE DE L'EST



Great Lakes
Commission
des Grands Lacs



UN NOUVEAU RAPPORT RÉVÈLE QUE LES SUBVENTIONS FÉDÉRALES POUR LA RESTAURATION DES GRANDS LACS ET DU FLEUVE SAINT-LAURENT ACCUSENT UN DÉCALAGE IMPORTANT PAR RAPPORT AUX INVESTISSEMENTS À L'ÉCHELLE LOCALE

Le rapport estime que les municipalités ont investi 15 milliards de dollars — les représentants officiels préviennent le gouvernement fédéral que les manques de financement mettront indûment en péril l'avenir de la ressource

WASHINGTON D.C. (le 27 février 2008) – Un rapport publié aujourd'hui par la Commission des Grands Lacs et l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent (l'Alliance des villes) et financé par la *Joyce Foundation* conclut que les gouvernements locaux aux États-Unis et au Canada investissent un montant estimatif de 15 milliards de dollars annuellement pour protéger et restaurer les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent, mais qu'ils ne réussissent pas à surmonter les deux grands défis que représentent les menaces croissantes à la ressource et les coupures constantes que subissent les programmes fédéraux de restauration.

« Ce rapport démontre clairement que nos villes et autres collectivités sont prêtes et disposées à se faire partenaires pour la protection et la restauration de l'écosystème des Grands Lacs et du Saint-Laurent, » affirme monsieur John Cherry, lieutenant-gouverneur du Michigan et président de la Commission des Grands Lacs. Leur apport au niveau local joue un rôle prépondérant à la santé environnementale et au bien-être du système dans son intégralité. Elles exigent et méritent le soutien fédéral dans le cadre de leurs efforts. »

« Cette étude révèle clairement l'existence d'un mouvement en pleine croissance reconnaissant le besoin d'un financement à longue échéance en vue de la protection et de la restauration des Grands Lacs, mais suggère également que nous devons déployer encore plus d'efforts, affirme le maire de Chicago, monsieur Richard M. Daley, président fondateur aux États-Unis de l'Alliance des villes. Toutes nos villes ont désespérément besoin d'un financement important pour appuyer l'infrastructure des eaux et des eaux usées, un fait que le gouvernement fédéral n'a pas encore réalisé. Le moment est venu pour les gouvernements fédéraux de s'impliquer et de nous aider à protéger cette précieuse ressource naturelle. »

Les résultats d'un sondage auprès de 143 gouvernements locaux des États-Unis et du Canada ont révélé 2006 investissements locaux de 2,5 milliards de dollars pour les activités de gestion de la qualité de l'eau, dont l'opération, l'entretien et l'infrastructure de systèmes d'eaux usées, et de 784 millions de dollars pour les activités de protection de l'écosystème comme la protection des espaces verts et les programmes de recyclage/réutilisation. En extrapolant en vue d'incorporer l'intégralité de la population interrogée composée de 688 gouvernements locaux incluant des grandes villes, petites villes, villages, circonscriptions, municipalités régionales et offices de la protection de la nature, il est estimé que les gouvernements locaux investissent 15 milliards de dollars annuellement : 12 milliards de dollars pour la gestion de la qualité de l'eau et 3 milliards de dollars pour la protection de l'écosystème.

« Nous avons décidé de faire ce sondage, car nous savions déjà que, dans leur opération quotidienne, les gouvernements locaux investissaient largement dans la protection et la restauration des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Nous désirions toutefois obtenir les résultats concrets, affirme le maire de Toronto, monsieur David Miller, président fondateur au Canada de l'Alliance des villes. Nous pouvons maintenant

POUR DIFFUSION LE 27 FÉVRIER
À MIDI, HEURE NORMALE DE L'EST



Great Lakes
Commission
des Grands Lacs



établir le bien-fondé de notre argument aux gouvernements fédéraux : ceux-ci doivent étoffer leur investissement de façon importante et lancer au Canada un financement spécialisé pour les activités essentielles de protection, comme celle des systèmes de traitement des eaux usées, dans la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent. »

Le sondage a révélé que l'investissement local atteint son plus haut niveau en ce qui a trait à l'opération, à l'entretien et à l'infrastructure des systèmes, et ce, autant aux États-Unis qu'au Canada. À eux seuls, les résultats du sondage du côté des États-Unis indiquent que les gouvernements locaux investissent largement plus que dix fois que le gouvernement fédéral des États-Unis pour l'infrastructure des eaux usées dans le bassin des Grands Lacs. Le financement au fédéral par l'entremise du *Clean Water State Revolving Fund* (CWSRF) a été tranché de 49 pour cent depuis 2004 et d'autres réductions sont encore envisagées pour 2009. À la lumière des résultats du sondage, ces compressions ne font que donner plus de poids au besoin que le Congrès rétablisse le financement du CWSRF à 1,35 milliard de dollars.

« La responsabilité pour cette ressource est partagée entre nous tous, affirme le maire de Racine, monsieur Gary Becker, président actuel de l'Alliance des villes. Comment est-il possible que les gouvernements locaux aux États-Unis et au Canada investissent un total estimatif de 12 milliards de dollars chaque année pour l'opération essentielle des systèmes d'infrastructure des eaux et des eaux usées assurant la protection des eaux des Grands Lacs et du Saint-Laurent, alors que nos gouvernements fédéraux ne peuvent même pas investir un seul milliard de dollars pour ces systèmes critiques dans le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent? Toute réduction fédérale éventuelle, pour l'infrastructure des eaux usées, est tout à fait inacceptable. »

Il est attendu que le rapport favorisera le soutien, aux États-Unis, à des lois fédérales pour la mise en œuvre des recommandations de la *Stratégie régionale de collaboration des Grands Lacs pour la restauration et la protection des Grands Lacs* de 2005 – la résultante d'une initiative d'une durée de un an, établie par décret présidentiel, et dans laquelle étaient impliqués les gouvernements fédéraux, d'État et locaux, les tribus et autres intervenants. Parmi les principales recommandations de la Stratégie pour la protection et la restauration des Grands Lacs, notons celle d'une hausse de l'investissement fédéral dans le traitement des eaux de ruissellement et des eaux usées pour étoffer l'investissement local important à cet égard révélé dans le rapport.

« Le rapport souligne à quel point il est important que le gouvernement fédéral tende la main aux communautés qui sont aux premières lignes du combat pour protéger les Grands Lacs. En effet, pour chaque jour d'attente, le problème devient plus grave et ses solutions, plus coûteuses, affirme monsieur Jeff Skelding, directeur national de la campagne *Healing Our Waters-Great Lakes Coalition*. Nous avons déjà les solutions. Le temps est venu de les utiliser pour restaurer nos lacs, notre économie et notre mode de vie. »

Le rapport révèle également un autre enjeu : le besoin d'une meilleure prise en compte des sommes que les différents paliers gouvernementaux dépensent pour cette ressource. « Bien que nous sachions que le financement pour les diverses activités a connu une baisse au fil des ans, nous ne connaissons pas le montant global consacré aux Grands Lacs et au Saint-Laurent par tous les paliers gouvernementaux, y compris au Canada, déclare la vice-présidente de l'Alliance des villes et mairesse de Thunder Bay, madame Lynn Peterson. Idéalement, le Canada devrait déployer des efforts pour dégager ce que nous devrions mettre en œuvre, ici même au pays, pour favoriser la protection des Grands Lacs et du Saint-Laurent. »

POUR DIFFUSION LE 27 FÉVRIER
À MIDI, HEURE NORMALE DE L'EST



Great Lakes
Commission
des Grands Lacs



Pour de plus amples renseignements au sujet de l'étude et de ses constatations, visitez
www.glsclcities.org ou www.glc.org/glinvestment.

Fondée en 2003 par le maire Richard M. Daley, à qui s'est joint le maire David Miller, l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent est une coalition binationale de maires et d'autres représentants locaux travaillant activement auprès des gouvernements fédéraux, d'État, provinciaux, tribaux et des Premières nations pour favoriser la protection et la restauration des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. L'Alliance des villes a pris de l'ampleur pour venir à inclure plus de 50 municipalités membres partout dans le bassin.

La Commission des Grands Lacs, sous la présidence du lieutenant-gouverneur du Michigan, monsieur John Cherry, est une agence binationale apolitique établie dans le cadre des lois fédérales et d'État des États-Unis, et vouée à favoriser une économie solide, un environnement sain et une qualité de vie supérieure dans la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent et pour ses habitants. La Commission est composée de personnes désignées par les gouverneurs, de législateurs d'État et de représentants des agences provenant de ses huit États membres. Les membres associés en Ontario et au Québec s'y sont joints en signant une « Déclaration de partenariat ». La Commission a mis sur pied un programme officiel d'observateurs englobant des agences fédérales, des autorités tribales, des agences binationales et autres intervenants régionaux aux États-Unis et au Canada. Les bureaux de la Commission sont situés à Ann Arbor, au Michigan.

Personnes-ressource :

David Ullrich
Executive Director
Great Lakes and St. Lawrence Cities Initiative
Cell: 312-480-6501

Tim Eder
Executive Director
Great Lakes Commission
Cell: 734-604-7281

Melissa Soline
Program Manager
Great Lakes and St. Lawrence Cities Initiative
Cell: 773-456-0948

TJ Bucholz
Office of Lt. Governor John Cherry
Cell: 517-242-6637

Jordan Lubetkin
Communications Manager
National Wildlife Federation – Great Lakes Office
Cell: 734-904-1589